

Service prévention des risques environnementaux
Secteur Méthanisation
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 29/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA DOLO

Kerhorong
22480 MAGOAR

Code AIOT : 0052202555

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement SCEA DOLO implanté au lieu-dit Kerhorong à MAGOAR (22480). L'inspection a été annoncée le 17/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DOLO
- KERHORONG - 22480 Magoar
- Code AIOT : 0052202555
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SCEA DOLO, est autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 juin 2003 modifié par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021 à exploiter au lieu dit « Kerhorong » à MAGOAR, un élevage intensif de volaille de

88 080 emplacements, classé sous la rubrique 3660 de la nomenclature des installations classées. L'exploitation est aussi autorisée à exploiter une unité de méthanisation de matières végétales , d'effluents d'élevage, de boues de STEP industrielle et des matières stercoraires d'une capacité de 31t par jour.

L'unité dispose également d'une installation de combustion de biogaz d'une puissance nominale de 990 kW.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative de l'installation	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Matières traitées et flux de digestat	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4.1, 4.2 et 4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
8	Consigne d'exploitation en cas de fuite de gaz	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositif de rétention	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 Point I et II (sauf point I alinéa 5, dernière phrase)	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
10	Réception des matières premières	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34 bis	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Agrément sanitaire	AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4.8	Sans objet
4	Astreinte	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Sans objet
5	Zone à atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Sans objet
7	Lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
12	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 44	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est globalement bien tenu, en co-exploitation entre Philippe DOLO et son frère.

Toutefois il demeure des actions à mettre en place ou à faire évoluer, et notamment:

- formaliser les procédures de contrôle liées au suivi de la maintenance et de la sécurité ;
- formaliser le suivi, l'entretien et l'étalonnage des équipements importants pour la sécurité (soupapes, détecteurs, alarmes...);
- clôturer l'ensemble de l'unité de méthanisation comme cela avait été prévu lors de l'instruction de 2021 ;
- justifier ou mettre en place une rétention suffisamment dimensionnée en cas de perte d'étanchéité des ouvrages de process et de stockage des matières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 2.1									
Thème(s) : Situation administrative, Installation et volumes autorisé									
Prescription contrôlée :									
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif de volailles	Élevage de poulets de chair	Nombre total d'emplacement	> 40 000	1 place de poulet = 1 emplacement	88080	emplacement
2781	2b	E	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute	Méthanisation d'autres déchets non dangereux	Quantité de matière traitée en tonne par jour (t/j)	< 100t/j	tonne	34,5	t/j
2101	2.c)	D	Élevage, transit, vente etc. de bovins	Élevage de vaches laitières	Nombre total de vaches	de 101 à 150	vache laitière	130	vache

4310	2	DC	gaz inflammables	Stockage de gaz de catégorie 1 et 2	Quantité totale présente en tonne	≥ 1 et < 10	tonne	2	tonne
------	---	----	------------------	-------------------------------------	-----------------------------------	-------------	-------	---	-------

Constats :

Pas de modification des rubriques de la nomenclature concernant l'activité de méthanisation enregistrée sous la rubrique 2781-2b de la nomenclature pour un volume autorisé de 34.5 tonnes par jours d'intrants.

L'exploitant a pour projet la mise en place d'une chaudière à plaquettes qui servirait au chauffage de l'hygiénisateur et du poulailler.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour son projet de mise en place de chaudière à plaquette qui constitue un changement notable, l'exploitant devra transmettre un dossier de porter à connaissance à l'inspection contenant tous les éléments nécessaires à l'appréciation de la substantialité de la modification.

(connexité avec l'élevage et la méthanisation, situation et caractéristiques techniques de la chaudière, qualité du combustible utilisé, temps d'utilisations de la chaudière...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Matières traitées et flux de digestat

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4.1, 4.2 et 4.3				
Thème(s) : Situation administrative, Matières traitées				
Prescription contrôlée :				
4.1. - La quantité maximale de matières traitées est de 12599 tonnes par an soit un flux journalier entrant de 34,5 t/j .				
4.2. - Flux annuel de matières à traiter entrant dans l'unité de méthanisation (digesteur) : effluent d'élevage, maïs ensilage et Cive en provenance de l'EARL DOLO.				
Matières traitées	Quantité (M³ ou tonnes)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
Fumier bovin	3198	14620	6010	19734
Lisier bovin EB + EV	1055	1242	519	1611
Fumier volailles	656	17264	9248	18497

Maïs ensilage	450	1800	792	2160
CIVE	1000	5500	1625	4000
Matières stercoraires	1040	2496	1664	832
Boues de station	5200	21050	4134	5564
TOTAL	12599	63972	23992	52398

Toute admission de matière donne lieu à un enregistrement dans un registre d'entrée. Ce registre est conservé pendant 3 ans minimum.

Toute incorporation de matières à traiter autre que celles citées dans le tableau ci-dessus doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

4.3. - Flux annuel du digestat sortant du digesteur

Quantité (m³)	N (kg)	P2O5 (kg)	K2O (kg)
11339 m³	63972	23992	52398

7794 m³ (43972 UN) sont repris annuellement pour épandage sur les terres exploitées par l'EARL DOLO.

Le reste soit 3545 m³ (20000 UN) est mis sur le marché en vrac par cession directe entre l'exploitant de l'installation de méthanisation et l'utilisateur final sous réserve du respect du cahier des charges de l'arrêté ministériel du 22 octobre 2020.

Constats :

L'exploitant a transmis deux tableaux récapitulatifs mensuel des intrants.

Tableau du 01/11/2023 au 31/10/2024 et Tableau du 01/11/2024 au 31/10/2025 en pièces jointe

Tableau de synthèse des tableaux en pièces par type d'intrant 2024 et 2025 :

		2024		2024	
Matières	Quantité Autorisée (m³ ou tonnes)	Quantité admise (m³ ou tonnes)	Conformité	Quantité admise (m³ ou tonnes)	Conformité
Matières stercoraires	1040	1245	NC	1890	NC
Boues Station	5200	642	C	0	C
Fumier de volaille	656	511	C	509	C

Fumier de bovin	3198	1690	C	1620	C
Maïs	450	512	NC	511	NC
Cive	1000	469	C	469	C
Lisier	1055	1323	NC	1318	NC
Graisse	Non autorisée	316	NC	266	NC
Déjection abattoir	Non autorisée	3062	NC	2896	NC
Total	12599	10713	C	10424	C

Les quantités d'intrant autorisées sont respectés sur le total pour l'année 2024 et l'année 2025. Concernant les quantités admises par type d'intrant, il y a des dépassements concernant les matières stercoraires, le maïs et les lisiers.

L'exploitant reçoit également des intrants extérieurs autres que ceux fixés dans l'APM du 30/06/2021, à savoir des graisses de flottation et des déjections d'abattoir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Toute incorporation de matières à traiter autres que celles fixées par l'arrêté modificatif du 30/06/2021 doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet

L'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Agrément sanitaire

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/06/2021, article 4.8

Thème(s) : Situation administrative, Agrément sanitaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit obtenir l'agrément sanitaire délivré par le préfet du département des Côtes d'Armor, sur la base d'une demande déposée auprès du service départemental de la protection des populations des Côtes d'Armor, tel que prévu au titre du règlement européen n° 142/2011 portant application du règlement n° 1069/2009 du 14 novembre 2009.

Constats :

Un agrément sanitaire au titre de Règlement CE 1069/2009 a été délivré le 31 janvier 2021 sous le numéro FR 22 139 00.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Astreinte
Prescription contrôlée : Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : <ul style="list-style-type: none">• <u>Astreinte 24H/24 - Organisation mise en place et consigne écrite :</u> Une astreinte est assurée le week-end et pendant les congés par un des deux associés. Un troisième personne est prévue pour bientôt.• <u>Surveillance directe/indirecte (dispositif connecté) :</u> Le site est équipé d'alarmes et de reports d'alarmes sur les smartphones des co-exploitants.• <u>Personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant :</u> Les deux exploitants ont suivi des formations dispensées par l'AAMF et l'AMB. L'exploitant a fourni plusieurs attestations de formation théorique et pratique dont celle dispensée par la société Biogaz Heochreiter le 16/12/19 pour Philippe Dolo, Pierre-Louis Dolo
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Zone à atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Zone à atmosphère explosive
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté.

<p>Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Plan des zones ATEX/ zones Risques toxiques :</u> <p>Un plan des zones à risque est affiché à l'entrée du site.</p> <p>Signalétique Zone ATEX près du digesteur (annexe Photo n°1)</p> <p>L'accès est interdit à toutes personnes non autorisées</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Détection du méthane :</u> <p>Présence d'un détecteur de méthane dans la gaine technique entre le digesteur et le post digesteur.</p> <p>Le détecteur est relié à une alarme sonore reportée sur les smartphones.</p> <p>L'exploitant dispose également d'un détecteur portable 4 gaz (CH4, H2S, CO et O2).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Clôture de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p> <p>La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente.</p> <p>Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant s'était engagé dans son dossier modificatif de 2021 à mettre en place une clôture afin de sécuriser le site.</p> <p>Aujourd'hui le site n'est ni clôturé ni fermé par une barrière.</p> <p>Il n'existe qu'un seul accès au site mais l'exploitant envisage de créer un deuxième afin de faciliter la circulation des véhicules à usage secondaire ou de secours.</p> <p>Les heures de réception sont indiquées à l'entrée.(AnnexePhoto n°2).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre en place une clôture et un portail permettant d'interdire toute entrée aux personnes non autorisées.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ;- de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents.</p> <p>A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.</p> <p>L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le poste de contrôles et le local des moteurs sont équipés d'extincteurs contrôlés tous les ans. Le site dispose d'une réserve de 1000 m³ validée selon les dires de l'exploitant par le SDIS 22.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consigne d'exploitation en cas de fuite de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne d'exploitation en cas de fuite de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations.</p>

<p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ; <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des consignes écrites sont affichées sur le site avec notamment les risques de fuite de gaz et d'incendie (annexe Photo n°3).</p> <p>Des panneaux sont affichés sur le mur extérieur du local des cogénérateurs.</p> <p>Ces panneaux indiquent les procédures d'alerte en cas d'urgence, d'incendie, d'accident ainsi que les numéros d'urgence.</p>
<p><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></p> <p>L'exploitant devra compléter les informations déjà présentes par les consignes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; • les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39. <p>Des justificatifs devront être transmis à l'inspection.</p>
<p><i>Type de suites proposées :</i> Avec suites</p>
<p><i>Proposition de suites :</i> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><i>Proposition de délais :</i> 1 mois</p>

N° 9 : Dispositif de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 30 Point I et II (sauf point I alinéa 5, dernière phrase)
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention
Prescription contrôlée : I. Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10 ⁻⁷ mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu. Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans. II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : L'exploitant a affirmé avoir mis en place un merlon en cours de finition dans la partie basse des ouvrages (digesteur, post-digesteur). Les conditions météorologiques (fortes pluies) le jour de l'inspection ainsi que la présence dans la partie basse de la zone de mares issues du débordement du cours d'eau (cf. annexe photos n° 4), n'ont pas permis de contrôler précisément les mesures mises en place pour contenir les matières en cas de perte d'étanchéité des ouvrages.

<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
<p>L'exploitant devra justifier de la présence d'un limiteur de remplissage et/ou une jauge de niveau sur chaque cuve ou fosse.</p> <p>L'exploitant devra justifier de la présence du merlon et garantir l'étanchéité de l'ouvrage.</p> <p>Si tel n'était pas le cas il dispose d'un délai jusqu'au 1er juillet 2031 pour la mise en conformité des dispositifs de rétention de l'unité de méthanisation.</p> <p>Il devra planifier les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées.</p>
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<i>Proposition de délais :</i> 9 mois

N° 10 : Réception des matières premières

<i>Référence réglementaire :</i> Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34 bis
<i>Thème(s) :</i> Risques chroniques, Réception des matières premières
<p><i>Prescription contrôlée :</i></p> <p>Lorsque le stockage des matières se fait à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.</p> <p>Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.</p>
<p><i>Constats :</i></p> <p>Le site dispose de différents ouvrages de stockage couverts et non couverts.</p> <p>Le silo à maïs et la fumière ne sont pas couverts.</p> <p>L'ensemble des jus issus des stockages est collecté et renvoyé en méthanisation.</p> <p>Toutefois la fosse de réception des intrants est en très mauvais état (Annexe Photo N°5) :</p> <p>La couverture en tôle est en grande partie détériorée ou écroulée</p> <p>L'eau de pluie ruisselle et se verse dans la trémie.</p>
<i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i>
<p>L'exploitant devra remettre en état la couverture de la fosse de réception et de faire en sorte que les eaux de ruissellement chargé de terre ne tombent pas dans la trémie.</p>
<i>Type de suites proposées :</i> Avec suites
<i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<i>Proposition de délais :</i> 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Programme de maintenance préventive
Prescription contrôlée : <p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Il inclut notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.</p> <p>L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations.</p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; • la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; • les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme de contrôle et de maintenance des dispositifs d'étanchéité des équipements : <p>Un regard situé entre le digesteur et le post-digesteur permet un contrôle visuel. Toutefois il n'y a pas de programme de contrôle formalisé des équipements (ancrage, joints des hublots, trappes d'accès corrosion)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme de contrôle et de maintenance des dispositifs de sécurité (détecteurs gaz, alarmes soupape..) : <p>Un contrat d'entretien et de maintenance des cogénérateurs a été signé le 18 décembre 2025 avec la société BiogazHeochreiter.</p> <p>La société intervient tous les mois et demi (1500 heures de fonctionnement) pour vérifier le fonctionnement des moteurs et le contrôle de l'armoire électrique.</p> <p>Il n'a pas de programme de tarage des soupapes de sécurité et de contrôle des capteurs de pression.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévention des odeurs : <p>Il n'a pas été constaté d'odeur significative lors du contrôle.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance du process : <p>Le poste de contrôle est équipé d'un écran de contrôles (synoptique) en continu des paramètres nécessaires au bon fonctionnement du process.</p> <ul style="list-style-type: none"> - pression du biogaz - pH - température du digestat. <p>Ces paramètres sont contrôlés à minima quotidiennement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un programme de contrôle formalisé des équipements (ancrage, joints des hublots, trappes d'accès corrosion) ; • un programme de tarage des soupapes de sécurité et de contrôle des capteurs de pression ; • transmettre à l'inspection les rapports de contrôles des installations électriques Q18 et Q19 pour l'année 2024 et l'année 2025.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 12 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 44
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à l'article 39 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.
Constats : Les eaux pluviales souillées de la plateforme de stockage des matières végétales et des hangars de stockage sont collectées et conduites dans la fosse de réception des lisiers.
Type de suites proposées : Sans suite